

**ICBL Statement on Mine Risk Education  
21MSP Mine Ban Treaty  
Geneva, 20-14 November 2023**

---

Thank you for this opportunity to deliver a separate statement on mine risk education and reduction.

ICBL would like to highlight the importance of risk education and reduction, particularly during and after conflict and armed violence, when clearing mines and ERW is not a safe, feasible, or timely option. The 102 deminer casualties in Ukraine during the initial seven weeks of conflict are a grim reminder of challenges faced by clearance operators during hostilities.

In 2022, the Landmine Monitor recorded over 4,710 people injured or killed by landmines and ERW. 85% of all recorded casualties were civilians, and children accounted for half of this figure. These numbers represent the devastating human toll of indiscriminate harm. About two-thirds of all casualties recorded in 2022 occurred in 37 States Parties to the Mine Ban Treaty, including in: Ukraine, Yemen, Nigeria, Afghanistan, Mali, Iraq, Colombia, and Angola. Ukraine witnessed a tenfold surge in civilian casualties, and it is anticipated that this figure will continue to rise. Yemen saw a 10% rise in casualties despite the 2021 truce, emphasizing immediate post-conflict risks posed by landmines and ERW to communities. State not party Syria had the highest casualties for the third year, while Myanmar saw a 50% increase. Casualty data from Afghanistan is incomplete and missing.

Risk education and reduction is a critical lifeline and cost-effective approach that equips people with the knowledge and know-how needed to safeguard themselves and their communities, in particular in situations of delayed clearance. The Oslo Action Plan underscores its importance.

While risk education was implemented in some 28 States Parties, reporting remains a challenge. Only 10 States Parties with clearance obligations that submitted an Article 7 report provided detailed updates on risk education, including beneficiary data disaggregated by sex and age.

Regrettably, not many States Parties provide updates on their risk education efforts and challenges at treaty meetings.

Very few States Parties include a detailed risk education plan in their extension requests, as required under Action 24 of the Oslo Action Plan. This unfortunately also relates to the only State Party that requested an extension to its clearance deadline in 2023 – Ukraine, which saw a dramatic increase in casualties over the past year. It is crucial for States Parties requesting clearance extensions to provide multi-year and costed plans, and to implement them on the ground, as the only means to protect civilians from the mine and ERW threat in situations of delayed clearance.

ICBL is deeply concerned by the continued use of landmines and cluster munitions, as well as other explosive weapons in populated areas, both by States Parties and Non-States Parties in recent conflicts. In cases of inevitable new contamination, bolstering risk education and

reduction efforts during and immediately after hostilities is a vital aid requiring increased international cooperation and assistance efforts.

We call on States Parties to fully recognize the importance of risk education, integrate it into their workplans and reporting, and comply with the Oslo Action Plan. This is not only about accountability; it is also about ensuring all possible efforts are made to protect populations from indiscriminate harm. Transparent and comprehensive reporting on risk education activities does not demand extensive resources but genuine commitment.

We fully agree and support the recommendation of the EORE Advisory Group for risk education to be elevated to a stand-alone agenda item to enhance transparency and tracking of progress.

Further, we encourage donor States to fund mine risk education and reduction, and to report this support separately from clearance, enabling better tracking of these essential contributions.

In closing, risk education and reduction is fundamental in effectively protecting communities from landmines and ERW. Compliance with relevant actions of the Oslo Action Plan, is indispensable to acknowledge this role. We look forward to the upcoming Fifth Review Conference, hoping risk education will be given its rightful place.

Thank you.

-----

## **Francaise**

Merci pour cette opportunité de faire une déclaration distincte sur l'éducation et la réduction des risques liés aux mines.

ICBL souhaite souligner l'importance de l'éducation et de la réduction des risques, en particulier pendant et après les conflits et les violences armées, lorsque l'élimination des mines et des restes explosifs de guerre ne constitue pas une option sûre, réalisable ou opportune. Les 102 victimes démineurs en Ukraine au cours des sept premières semaines du conflit sont un sombre rappel des défis auxquels sont confrontés les opérateurs de déminage pendant les hostilités.

En 2022, l'Observatoire des Mines a enregistré plus de 4 710 personnes blessées ou tuées par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre. 85 % de toutes les victimes enregistrées étaient des civils, et les enfants représentaient la moitié de ce chiffre. Ces chiffres représentent le bilan humain dévastateur des dommages indiscriminés. Environ deux tiers de l'ensemble des victimes enregistrées en 2022 se sont produites dans 37 États parties au Traité d'interdiction des mines, notamment en Ukraine, au Yémen, au Nigéria, en Afghanistan, au Mali, en Irak, en Colombie et en Angola. L'Ukraine a connu une multiplication par dix du nombre de victimes civiles, et on s'attend à ce que ce chiffre continue d'augmenter. Le Yémen a connu une augmentation de 10 % du nombre de victimes malgré la trêve de 2021, soulignant les risques post-conflit immédiats posés par les mines terrestres et les REG pour les communautés. La Syrie, État non partie, a enregistré le plus grand nombre de victimes pour la troisième année, tandis que le Myanmar a connu une augmentation de 50 %. Les données sur les victimes en Afghanistan sont incomplètes et manquantes.

L'éducation et la réduction des risques constituent une approche vitale et rentable qui donne aux personnes les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour se protéger et protéger leurs communautés, en particulier dans les situations où les activités de déminage ont été retardés. Le Plan d'action d'Oslo souligne son importance.

Bien que l'éducation aux risques ait été mise en œuvre dans quelque 28 États parties, la communication d'informations reste un défi. Seuls 10 États parties ayant des obligations de déminage et ayant soumis un rapport au titre de l'article 7 ont fourni des mises à jour détaillées sur l'éducation aux risques, y compris des données sur les bénéficiaires ventilées par sexe et par âge.

Malheureusement, peu d'États parties fournissent des mises à jour sur leurs efforts d'éducation aux risques et les défis rencontrés lors des réunions de traité.

Très peu d'États parties incluent un plan détaillé d'éducation aux risques dans leurs demandes de prolongation, comme l'exige l'action 24 du Plan d'action d'Oslo. Malheureusement, cela concerne également le seul État partie qui a demandé une prolongation de son délai de dédouanement en 2023 – l'Ukraine, qui a connu une augmentation spectaculaire du nombre de victimes au cours de l'année écoulée. Il est crucial que les États parties demandant une prolongation du déminage fournissent des plans pluriannuels et chiffrés, et les mettent en œuvre sur le terrain, car c'est le seul moyen de protéger les civils de la menace des mines et des restes explosifs de guerre dans les situations de déminage retardé.

L'ICBL est profondément préoccupée par l'utilisation continue de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions, ainsi que d'autres armes explosives dans les zones peuplées, tant par les États parties que par les États non parties lors des récents conflits. En cas de nouvelle contamination inévitable, le renforcement des efforts d'éducation aux risques et de réduction pendant et immédiatement après les hostilités est une aide vitale qui nécessite des efforts de coopération et d'assistance internationaux accrus.

Nous appelons les États parties à reconnaître pleinement l'importance de l'éducation aux risques, à l'intégrer dans leurs plans de travail et leurs rapports, et à se conformer au Plan d'action d'Oslo. Il ne s'agit pas seulement de responsabilité ; il s'agit également de veiller à ce que tous les efforts possibles soient déployés pour protéger les populations contre les dommages indiscriminés. Des rapports transparents et complets sur les activités d'éducation aux risques n'exigent pas de ressources considérables mais un véritable engagement.

Nous sommes entièrement d'accord et soutenons la recommandation du groupe consultatif EORE visant à ce que l'éducation aux risques soit élevée au rang de point distinct de l'ordre du jour afin d'améliorer la transparence et le suivi des progrès.

En outre, nous encourageons les États bailleurs à financer l'éducation et la réduction des risques liés aux mines, et à déclarer ce soutien séparément du déminage, permettant ainsi un meilleur suivi de ces contributions essentielles.

En conclusion, l'éducation et la réduction des risques sont fondamentales pour protéger efficacement les communautés contre les mines terrestres et les restes explosifs de guerre. Le respect des actions pertinentes du Plan d'action d'Oslo est essentiel pour reconnaître ce rôle. Nous attendons avec impatience la prochaine cinquième Conférence d'examen, en espérant que l'éducation aux risques occupera la place qui lui revient.

Merci.